

Antoine Basbous Du Liban à l'Irak en passant par la Syrie : le « croissant chiite » risque la décomposition

Le politiste et spécialiste du monde arabe souligne les difficultés dans lesquelles s'enfoncent Beyrouth, Damas et Bagdad confrontés à la rareté du dollar, au chaos institutionnel, au désordre économique et à la guerre civile

Partiellement mis en place par la République islamique d'Iran, le « croissant chiite » constitué du Liban, de la Syrie et de l'Irak traverse une mauvaise passe qui pourrait s'avérer mortelle. Ces pays, tombés sous la coupe de la « mollarchie » iranienne, sont en effet confrontés à la rareté du dollar, au chaos institutionnel, au désordre économique, et à la guerre civile. Alors que s'ouvre 2023, « l'axe de la résistance » semble plus menacé que jamais par une décomposition avancée due davantage à l'assèchement du dollar qu'aux assauts militaires de ses ennemis.

Deux Etats, l'Iran et la Syrie, sont soumis à de très sévères sanctions américaines et internationales, tant politiques qu'économiques. L'Irak, dont les pétrodollars sont abondants, n'en dispose pas directement puisque son compte en devises est hébergé par la Réserve fédérale de New York. Et du fait des sanctions qui frappent l'Iran, Washington surveille de très près la destination

des devises mises à la disposition du gouvernement de Bagdad.

Cette surveillance a été resserrée ces derniers temps pour asphyxier le régime iranien, au point que Bagdad a dû payer en dinars ses achats auprès de Téhéran, entraînant une baisse drastique du dinar irakien et l'effondrement du rial iranien. Rappelons qu'à l'été 2015, les autorités américaines avaient gelé le compte de la Banque centrale irakienne à la Fed pour éviter que ces ressources n'alimentent l'organisation Etat islamique.

A la merci de ses parrains

Quant au Liban, sa classe politique au pouvoir, majoritairement mafieuse, a communié dans un pillage systématique du pays sous le regard bienveillant du Hezbollah qui, avec le soutien de quelques partis, a pu partager sa part du butin avec son protecteur et financer sa milice ainsi que le régime du président syrien Bachar Al-Assad.

Ces quatre pays sont de facto faillis : le Liban est institutionnel-

lement paralysé ; financièrement en cessation de paiements depuis 2020, socialement effondré malgré les virements de la diaspora aux familles restées au pays.

En guerre civile internationalisée depuis 2011, la Syrie est morcelée et occupée par plusieurs armées étrangères, celles de la Turquie, de la Russie, des Etats-Unis, de l'Iran et enfin d'Israël pour le contrôle de son espace aérien. L'arsenal juridique déployé pour sanctionner la prise d'otages de l'ambassade américaine en Iran, le soutien actif de Damas et Téhéran au terrorisme, ou encore le développement par la République islamique d'un programme nucléaire militaire, a été davantage renforcé par la loi César, votée par le Congrès américain en décembre 2019 et entrée en vigueur en juin 2020.

Les préoccupations domestiques du parrain iranien – largement contesté dans la rue depuis septembre 2022 – et l'enlisement de l'agression russe en Ukraine détournent l'attention de l'Iran et de la Russie de leur protégé

syrien, déjà dépouillé de ses intérêts stratégiques (infrastructures, gisements, électricité, téléphonie). Moscou et Téhéran le laissent dépérir au point de voir fermer 50 % de ses boulangeries. La valeur du salaire d'un lieutenant de l'armée n'est plus que de 15 dollars par mois. En décembre, les fonctionnaires ont été invités à ne pas se rendre au



POUR ASSURER LEUR SURVIE, ASSAD ET LE HEZBOLLAH ONT DÛ ACCROÎTRE LA PRODUCTION DES DROGUES DE SYNTHÈSE

travail dix jours durant, faute de carburant.

Affaibli par un si long conflit, mis sur la touche par ses protecteurs, ne pouvant plus dépouiller le Liban de ses dernières ressources, Assad ne peut plus rien refuser à ses parrains dont sa survie dépend. Le président russe Vladimir Poutine l'a ainsi contraint à amorcer un rapprochement avec son pire ennemi, son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

Après la réunion des trois ministres de la défense flanqués des patrons des services de renseignement, leurs homologues des affaires étrangères doivent se retrouver bientôt en Russie, dans ce qui devrait être le prélude à un sommet tripartite des chefs d'Etat. Poutine voudrait aider Erdogan à gagner la présidentielle de juin pour le récompenser d'avoir acheté des missiles russes et pris de bonnes distances avec l'OTAN et Washington.

Fractures majeures

L'Iran, quant à lui, n'a même pas tenu sa promesse de livrer les cargaisons de pétrole promis à sa colonie syrienne. Pour assurer leur survie, Assad et le Hezbollah ont ainsi dû accroître la production des drogues de synthèse et conçu une commercialisation agressive usant parfois de moyens militaires lourds pour l'exporter, notamment à travers la Jordanie vers les monarchies du Golfe. Pour y faire face, Amman a modifié les règles d'engagement de son armée à la frontière avec la Syrie.

Secoué par l'exécution de son architecte et coordinateur iranien, le général iranien Qassem Soleimani, en janvier 2020 par un drone américain, « l'axe de la résistance » se retrouve traversé

par des fractures majeures et a perdu la capacité d'entraide qui faisait sa force.

L'Irak, qui fut le principal poumon économique de l'Iran, est désormais empêché de poursuivre cette mission par une vigilance accrue du Trésor américain ; la Syrie, qui aspirait impunément les ressources du Liban et ses produits subventionnés, n'arrive plus à vivre aux dépens de ce pays désormais asséché ; enfin, le soutien financier et en hydrocarbures de l'Iran à la Syrie s'est estompé au point de menacer la survie du régime d'Assad.

Est-ce à dire que ces évolutions combinées, à cause des sanctions et de l'assèchement du dollar, vont entraîner l'affaiblissement des régimes, préparant leur chute ? Cette hypothèse n'est plus à écarter. Le régime iranien, clef de voûte de l'ensemble, connaît en effet la plus longue et la plus profonde contestation de son existence que, malgré une très violente répression, il n'arrive pas à enrayer. Ses arguments inconsistants cherchant à diaboliser les opposants tombent à plat, et même les exécutions par balle et les pendaisons ne parviennent pas, pour l'heure, à briser cette lame de fond. « L'axe de la résistance » semble en voie de décomposition. ■

Antoine Basbous est politiste, il a fondé l'Observatoire des pays arabes, un cabinet de consultants spécialisé dans les questions arabes et islamiques